

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 27 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Le point...
- 2) Ils s'arrachent le BBR ?!
- 3 Stop au mouvement social...
- 4) Saint Just...juste que le nom
- 5) Elle coupera comme bon lui semble
- 6) Retour de la hausse
- 7) Les contradictions de la...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Attentats du 13 novembre : le point sur les identifications, les arrestations et l'enquête



© Ministère de l'Intérieur/DICOM/J.GROISARD

© Ministère de l'Intérieur/DICOM/J.GROISARD

Les enquêteurs ont découvert de nouveaux indices qui laissent penser qu' Abdelhamid Abaaoud, instigateur présumé des attentats, préparait de nouvelles attaques contre la Défense. Deux hommes font l'objet d'un mandat d'arrêt international : Salah Abdeslam, soupçonné d'avoir eu au moins un rôle logistique dans les attaques, et Mohamed Abrini, qui l'a conduit à Paris le 11 novembre.

Le parcours d'Abdelhamid Abaaoud en Ile-de-France après les attentats

Selon les nouvelles informations rendues publiques par le procureur de la République de Paris, François Molins, mardi 24 novembre, Abdelhamid Abaaoud, instigateur présumé des attentats de Paris, a très vraisemblablement participé directement aux attaques. Son ADN a été retrouvé sur une kalachnikov ainsi que sur une lampe frontale laissée dans la Seat abandonnée à Montreuil, qui a servi à convoier les trois hommes ayant tiré sur la clientèle de La Belle Equipe, du Carillon et du Petit Cambodge. Il a ensuite tourné quelques instants en voiture dans le 11e arrondissement, avant de se rendre à Montreuil, puis de revenir sur les lieux des crimes.

Le soir même, alors que les policiers étaient encore en action au Bataclan, Abdelhamid Abaaoud a déambulé dans les rues des 12e, 11e et 10e arrondissements. Et cela pendant deux heures. Il a sollicité ensuite l'aide de sa cousine Hasna Aït Boulahcen pour tenter de trouver un point de chute, a cherché à se procurer deux costumes et a évoqué un projet d'attaque suicide à la Défense le 18 ou le 19 novembre, avec l'aide d'un complice qui serait potentiellement le kamikaze qui s'est tué lors de l'assaut de l'appartement à Saint-Denis.

Le point après l'assaut à Saint-Denis

Abdelhamid Abaaoud a été tué par les forces de l'ordre lors de l'assaut. Son corps a été identifié dans un deuxième temps.

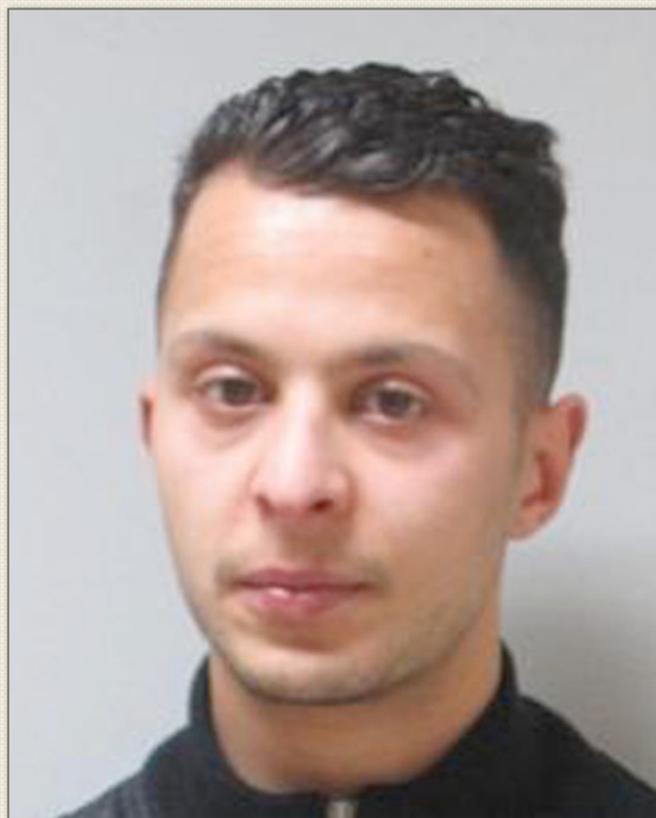
Sa cousine Hasna Aït Boulahcen, qui lui aurait trouvé le logement de Saint-Denis, a également été tuée. Selon François Molins, elle « était parfaitement au courant de l'implication de son cousin dans les attentats ».

Un homme, qui n'a pas encore été identifié,

s'est fait exploser. Son ADN était inconnu de la police française, mais il est conforme à celui retrouvé sur une arme découverte dans la Seat abandonnée à Montreuil ; il serait donc le troisième membre qui a tiré sur les bars et restaurants parisiens, tout comme le complice potentiel dans le projet d'attentat à la Défense.

Jawad Bendaoud, l'homme soupçonné d'avoir fourni ce logement de repli, a été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, détention d'armes et d'explosifs.

Salah Abdeslam, suspect numéro 1 toujours en cavale



Ce Français de 26 ans, soupçonné d'avoir eu au moins un rôle logistique dans les attaques, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Ce qui est certain à ce stade de l'enquête est qu'il a loué, en Belgique, la Polo qui a servi au Bataclan et la Clio, mais aussi réservé des chambres d'hôtel utilisées avant les attentats.

Les enquêteurs tentent de déterminer s'il a pu convoier les kamikazes du Stade de France et s'il était chargé d'une attaque dans le 18e, évoquée dans la revendication de l'EI mais qui n'a jamais eu lieu. C'est également là qu'on a retrouvé la Clio en question.

Il a ensuite été localisé à Montrouge, au sud de Paris, où un gilet explosif similaire à ceux des kamikazes a été découvert dans une poubelle. Ce gilet aurait pu appartenir à Salah Abdeslam, qui a quitté Paris dans la nuit de vendredi à samedi après les attentats avec l'aide de deux complices venus de Belgique. Depuis, il est introuvable.

Le point sur les autres terroristes ayant participé aux attaques de Paris.

Quatre sont français : Brahim Abdeslam (31 ans), Bilal Hadfi (20 ans), Samy Amimour (28 ans) et Ismaël Omar Mostefai (29 ans).

Deux sont entrés en Europe par la Grèce en octobre. Il s'agit de deux des trois kamikazes du Stade de France. La police a diffusé leur photo après avoir retrouvé à proximité de leurs corps des passeports syriens à l'authenticité douteuse.

Un kamikaze reste à identifier, il s'agit du troisième qui était au Bataclan.

En Belgique, un suspect en fuite et trois



La police fédérale a émis, le 24 novembre, un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mohamed Abrini, filmé en compagnie de Salah Abdeslam dans une station-service deux jours avant les attentats. Ce Belgo-Marocain de 30 ans était alors au volant de la Clio utilisée dans les attaques.

Après avoir placé la région de Bruxelles en alerte maximale pendant quatre jours, les autorités ont

mené des dizaines de perquisitions, qui ont abouti à la mise en examen de trois personnes pour « attentat terroriste ».

Hamza Attou et Mohammed Amri sont soupçonnés d'avoir exfiltré Salah Abdeslam vers Bruxelles en voiture depuis Paris.

Lazez A., un Marocain de 39 ans vivant en Belgique, est également soupçonné d'avoir participé à la fuite : des traces de sang et des armes de poing ont été retrouvées dans sa voiture.

Deux autres personnes sont emprisonnées, sans que le parquet ait précisé ce qui leur était reproché. Parmi eux, Ali O., un Français de Molenbeek, la commune bruxelloise d'où viennent les frères Abdeslam et Abaaoud.

En France, plus d'un millier de perquisitions et mise en examen de « l'Emir blanc »



Olivier Corel, dit « l'Emir blanc » de la filière islamiste d'Artigat, en Ariège, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour détention d'arme. Ce Français d'origine syrienne, imam salafiste, fut le mentor présumé de plusieurs djihadistes toulousains, de Mohamed Merah à Fabien Clain, dont la voix a été identifiée dans la revendication des attentats de Paris et Saint-Denis. Olivier Corel avait été interpellé lors d'une perquisition administrative à son domicile du hameau Les Lanes, à Artigat.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 14 novembre, 1 233 perquisitions ont été menées par la police : 165 interpellations ont eu lieu, 142 gardes à vue ont été menées et 230 armes ont été saisies, dont près de la moitié « sont des armes longues et des armes de guerre ».

En Turquie, une piste « intéressante »



Ahmad Dahmani, un Belge de 26 ans, a été arrêté le 16 novembre à Antalya (Turquie) par la police turque dans le cadre d'une enquête sur une filière de migrants. Les policiers turcs étudient ses éventuels contacts avec les assaillants de Paris. Son profil est jugé « intéressant » par les enquêteurs.

lemonde.fr

II) Chez Doublet, les drapeaux bleu blanc rouge s'arrachent



Par Donald Hebert

Depuis les attentats, les Français se réapproprient ce symbole national. Et plus encore à la veille de l'hommage national aux Invalides de vendredi.

Chez Doublet, c'est presque la panique. "On a rarement vu ça", reconnaît Arnaud Meunier, directeur marketing du fabricant de drapeaux, mercredi 25 novembre après-midi.



Le drapeau tricolore devant le Petit Cambodge, où ont commencé les tueries à Paris vendredi 13 novembre. (Sipa)

En deux heures, près de 400 commandes de drapeaux ont été passées à ce fabricant de drapeaux implanté à Avelin, dans le Nord, près de Lille.

Quelques heures plus tôt, François Hollande a fait une suggestion lors du conseil des ministres. Vendredi 27 novembre, jour de l'hommage national aux victimes des attentats, chaque Français est invité à "pavoiser son lieu d'habitation avec un drapeau bleu blanc rouge". Dès que le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a relayé l'information en sortant de l'Elysée, les commandes sont montées en flèche.

Les dirigeants de l'entreprise se seraient bien passés de cette surprise. "Depuis l'annonce, on se réorganise", explique Arnaud Meunier. Le siège d'Avelin a contacté son usine, en Allemagne, capable de produire de gros volumes grâce à la sérigraphie. "On va relancer la production et suivre tout cela heure par heure." Mais les délais sont très courts. Surtout pour livrer dans la France entière d'ici 48 heures.

10.000 commandes

Le drapeau tricolore a tristement la cote depuis le 13 novembre. Dès le lendemain des attentats, le site internet de Doublet a enregistré 10.000 visites par jour. Bien au-delà des 1.000 visites quotidiennes habituelles. La page la plus consultée : "Comment mettre son drapeau en berne ?"

Depuis, les commandes des particuliers n'ont fait qu'augmenter. "Durant un mois de novembre classique, explique le directeur marketing, on vend environ 5.000 drapeaux. Cette année, on devrait être à 10.000 à la fin du mois." Le drapeau de 60 centimètre par 90 coûte 10 euros, auxquels il faut ajouter entre 11 et 22 euros de frais de port.

A la tête de cette PME familiale de 350 salariés, créée en 1832 et qui se présente comme le "leader

européen dans le domaine de la fabrication de drapeaux", on a rarement vu un tel engouement pour ce symbole national. Bien sûr, en prévision des soirs de matchs de l'équipe de France de football au Stade de France, la Fédération française passe parfois de grosses commandes. Mais bien à l'avance.

Un drapeau spécial pour le président

Depuis quelques années, les commandes montaient tranquillement, indique l'entreprise. Mais Doublet ne vend qu'un tiers de ses drapeaux aux particuliers. Elle compte pour client de nombreuses entreprises, et surtout beaucoup de collectivités locales, Paris en tête. Et les ministères. Les administrations renouvellent en général leurs drapeaux une à deux fois par an, en choisissant leur tissu en fonction de l'exposition au vent et de l'usure.

Pour les interventions du président de la République, l'Élysée commande à Doublet un drapeau spécial : il a une doublure et la bande blanche est plus large, pour que chaque couleur semble de même largeur lorsqu'il tombe à côté du drapeau européen, dans le coin de l'écran. Surtout, Doublet habille les écoles de la République. Depuis 2013 et la loi sur l'Éducation nationale de Vincent Peillon, c'est obligatoire.

Une surprise

Cette fois, il semble néanmoins qu'il y ait une véritable réappropriation du drapeau français. Cet engouement s'est aussi vu sur Facebook : dans les jours qui ont suivi les attaques, les utilisateurs du réseau social ont teinté leurs photos de profil de drapeau tricolore.

Le président du conseil de surveillance, Luc Doublet, n'avait pas vu cela depuis la mort du Général de Gaulle, en 1970, ou la victoire de la France lors de la coupe du monde de football en 1998.

Mardi soir encore, le groupe de hard-rock allemand Scorpions faisaient chanter la Marseillaise au public de Bercy, et le chanteur portait un drapeau bleu blanc rouge sur les épaules à la fin du concert. Comme dans de nombreuses salles. Ce qui était impensable il y a trois semaines.

Donald hébert-nouvelobs.com

III) Manifestants poursuivis : «Une volonté de museler le mouvement social»

Par Sylvain Mouillard



Des gendarmes font face à des dizaines de personnes manifestants en soutien aux migrants et contre l'état d'urgence à Paris le 22 novembre. Photo Loic Venance.AFP

58 personnes ont été signalées au parquet de Paris pour avoir bravé l'interdiction de manifester découlant de l'état d'urgence. Mais elles ne comptent pas s'arrêter.

Six mois de prison et 7 500 euros d'amende : c'est ce que risquent Pierre et Manu, deux jeunes militants convoqués dans un commissariat parisien pour avoir bravé l'interdiction de manifestation en vigueur en Ile-de-France. Dimanche dernier, avec plusieurs centaines de personnes, ils ont défilé entre Bastille et République pour soutenir les migrants. Un rassemblement prévu de longue date, mais finalement interdit par les autorités en raison de l'état d'urgence.

Le lendemain, la préfecture de police de Paris transmettait au procureur de la République de Paris les identités de 58 personnes suspectées d'avoir manifesté. Dans le lot, Pierre et Manu, qui n'ont pas répondu à leur convocation. «On me l'a remise à midi mardi, j'étais censé aller au commissariat à 15 heures, raconte le premier. D'abord, j'étais au travail et ne pouvais m'y rendre. Ensuite, je ne pense pas avoir de comptes à rendre à la police.»

Ils affirment que la majorité des convoqués n'ont pas donné suite aux demandes des autorités. Certains s'y sont en revanche soumis. Une

personne au moins a été placée en garde à vue, tandis qu'une autre doit passer en comparution immédiate ce jeudi à la mi-journée. «Le panel des gens visés est très large, affirme Manu. Il y a des syndicalistes, des militants du DAL, des gens plus radicaux. J'analyse ça comme un coup de pression avant la COP21. C'est une volonté de museler le mouvement social.»

«Faire peur»

Les manifestants du 22 novembre craignent aussi d'être victimes d'une répression aveugle. «Certaines des personnes convoquées n'étaient même pas présentes le jour du défilé», signale Agathe. Pour elle, la préfecture a puisé dans ses fichiers pour «faire peur». Pierre explique aussi que le rassemblement de soutien aux migrants était «essentiel» après «l'affaire des passeports» [deux kamikazes du Stade de France sont passés par l'île grecque de Leros, mêlés aux migrants, ndlr]. «Il y a une surstigmatisation des migrants, alors qu'eux aussi fuient Daech.»

Agathe déplore la réaction «sécuritaire et réactionnaire» de l'Etat après les attentats. «Museler la population au moment où on intensifie un effort de guerre, c'est grave, abonde Pierre. C'est justement le moment où il faut débattre, construire.» Mais les militants l'assurent, ils n'arrêteront pas de manifester. «S'ils veulent convoquer des centaines de personnes, qu'ils le fassent.» Un autre rassemblement est d'ores et déjà prévu ce jeudi, à 18 heures, place de la République, «contre l'interdiction de manifester». Dimanche, un collectif appelle aussi à «braver l'état d'urgence» et à investir le même lieu, la veille de l'ouverture de la COP21, pour défendre la lutte contre le réchauffement climatique.

Sylvain Mouillard



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Wallerand de Saint Just, tête de liste du FN en Ile-de-France, épinglé pour son absentéisme au conseil régional de Picardie

Entre 2010 et 2015, le frontiste Wallerand de Saint Just était l'élu le moins assidu du conseil régional de Picardie. Selon nos informations, ses absences à répétition lui ont valu au moins 22 800 euros de pénalités.



La tête de liste FN aux régionales en Ile-de-France, Wallerand de Saint Just, lors d'un meeting à Paris, le 21 novembre 2015. (MAXPPP)

Wallerand de Saint Just rêve d'Ile-de-France. Candidat du Front national dans la région, celui qui est aussi le trésorier du parti de Marine Le Pen est crédité de la troisième place au second tour, avec 25% des intentions de vote, selon un sondage publié jeudi 26 novembre. Mais, avant de se lancer dans cette compétition francilienne, le frontiste siégeait au conseil régional de Picardie. Et, d'après notre enquête, Wallerand de Saint Just a été l'élu le moins présent de la région entre 2010 et 2015. Un manque d'assiduité qui, selon nos informations, lui a valu de fortes pénalités financières.

Au moins 22 800 euros de retenues sur salaire

Convoqué à 60 séances plénières sur cinq ans, il n'a été présent que la moitié du temps. En prenant en compte les commissions permanentes, son taux de présence plonge à 46%. "C'est tout bonnement scandaleux. En commission non plus, il n'est jamais là", s'insurge Sandrine Cassol, la présidente de la commission économique, celle où siège Wallerand de Saint Just.

Nous sommes des élus de la République, il faut assumer notre mandat. Nous touchons de l'argent pour ça !

la Famille, interrogée par francetv info.

Wallerand de Saint Just, on ne sait pas vraiment s'il vient d'être parachuté en Ile-de-France, ou s'il a plutôt été parachuté en Picardie il y a longtemps !

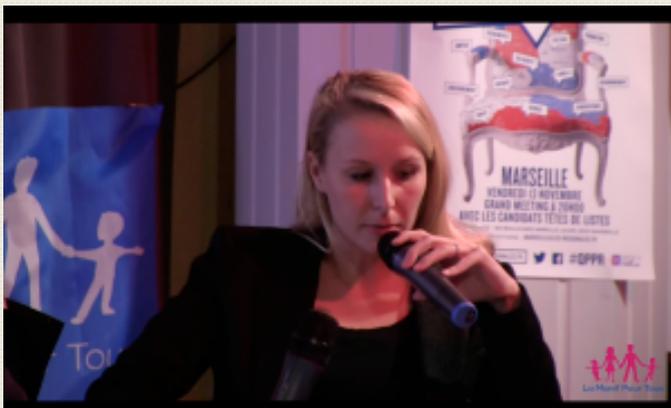
Laurence Rossignol, secrétaire d'Etat et conseillère régionale PS à francetv info

Des accusations que déplore l'intéressé : "Mon domicile légal a toujours été à Paris. Mais je suis picard et artésien des deux côtés de ma famille. J'ai un appartement à Soissons (Aisne) et une résidence secondaire dans la Somme." Pour être conseiller régional, pas besoin de résider de façon permanente dans la région. Une simple adresse, même secondaire, suffit pour s'inscrire sur les listes.

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) PACA : Maréchal Le Pen veut supprimer les aides du planning familial



Marion Maréchal Le Pen, capture d'écran LMPT

Devant un parterre de militants de la "Manif pour tous", Marion Maréchal Le Pen, tête de liste FN en PACA, en pôle position dans les sondages, a annoncé qu'elle couperait les subventions des plannings familiaux et

associations LGBT en cas de victoire.

Contrairement à sa tante ou son grand-père, Marion Maréchal Le Pen ne boude pas La Manif Pour Tous (LMPT). Présente à toutes les manifestations contre le mariage pour tous en 2013, la tête de liste FN en région PACA séduit les catholiques traditionnalistes. Dans cette optique, elle a accepté l'invitation de LMPT à Marseille le 13 novembre dernier. Le but : évoquer sa vision de la famille et ses projets pour la région. Invitation qu'a refusée Christophe Castaner, PS-PRG-MRC. Quant à Christian Estrosi, LR, il était aux abonnés absents.

Une démarche cohérente donc pour cette députée donnée gagnante dans sa région, qui a su charmer les quelques 300 spectateurs de LMPT venus l'écouter. Si elle est élue, Marion Maréchal Le Pen entend bien modifier l'attribution des subventions régionales.

« Il y a des subventions qui, moi, me choquent, particulièrement... »

lesnouvellesnews.

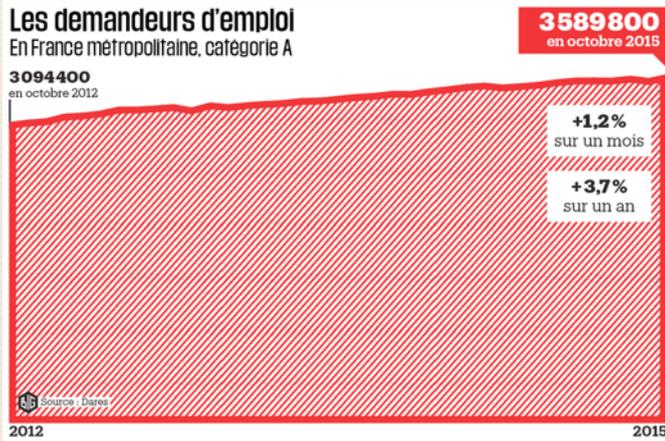
VI) Forte hausse du chômage en octobre

Par Luc Peillon

Le nombre d'inscrits en catégorie A a bondi de 42 000 le mois dernier. La ministre du Travail – encore une fois – relativise.

Très forte hausse du chômage en octobre. Selon les chiffres publiés ce jeudi par le ministère du Travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (sans activité) a bondi de 42 000 le mois dernier en France métropolitaine. Il s'agit de la plus forte hausse depuis deux ans (+50 600 en septembre 2013). Et qui efface largement la baisse de septembre dernier (-23 800). Pôle emploi enregistre ainsi un nouveau record, avec 3,58 millions d'inscrits en catégorie A au mois d'octobre (3,85 millions avec les

Dom), un chiffre en progression de +1,2% sur un mois. Seule consolation, avec les catégories B et C (chômeurs ayant exercé une activité réduite), la hausse n'est plus «que» de 13 100 inscrits, soit +0,2 % par rapport à septembre, pour un nombre total d'inscrits de 5,43 millions (5,74 avec les Dom).



«Ces chiffres ne sont pas satisfaisants, a convenu la ministre du Travail, Myriam El Khomri, dans un communiqué. [Mais] ils doivent néanmoins être interprétés avec prudence, car les résultats de ces derniers mois connaissent de fortes variations». Et d'affirmer : «Depuis le début de l'année, la progression du nombre de demandeurs d'emploi sans activité reste très inférieure à celle observée en 2014». Certes sur les dix premiers mois de l'année, la hausse est de 40% inférieure à celle observée sur les dix premiers mois de 2014. Il n'empêche, la catégorie A compte 90 000 inscrits supplémentaires depuis le début de 2015, soit près de 9 000 par mois. Dans ces conditions, parler de «stabilisation» comme le fait une petite note en annexe du communiqué frise le déni.

Car une nouvelle fois, ce mois-ci, les «technos» du ministère du Travail ont mouliné dans tous les sens des indicateurs afin de trouver des motifs de satisfaction aux chiffres de Pôle emploi. Nouveauté en octobre : l'évolution en «moyenne mobile sur trois mois». Le but : calculer, pour chaque mois, une moyenne des chiffres sur trois mois afin de dégager une tendance, afin de faire figurer – difficilement et avec beaucoup d'imagination – une droite à la baisse sur un graphique... Et la ministre de se rassurer : «La reprise de notre économie est engagée [...], mais elle est encore insuffisante pour se traduire par une diminution durable du nombre de demandeurs d'emploi compte tenu de la hausse de notre population active». Ou comment faire passer une hausse durable pour une absence de «diminution

durable». Sous-entendu: il y aurait bien «diminution».

Luc Peillon



VII) Régionales : à droite, la crainte d'une grande désillusion

Louis Hausalter

Les attentats auront-ils un impact sur le choix des électeurs ? Impossible de le prévoir. Mais Les Républicains et leurs alliés centristes craignent plus que tout de voir leur échapper une victoire tant annoncée.



Jacques Brinon/AP/SIPA

« La bille de la roulette est en train de tourner, on ne sait pas où elle s'arrêtera... » Cette tête de liste Les Républicains-UDI aux élections régionales a le blues : « Ce qui est clair, c'est que le vote sera uniquement national. Désormais, c'est une élection qui nous échappe totalement à nous, candidats. » A dix jours du premier tour, l'inquiétude a saisi la droite, incapable de prédire la réaction des électeurs aux attaques du 13 novembre. Si réaction il y a...

Les troupes de Nicolas Sarkozy tombent de haut.

Il y a quelques semaines encore, la chose était entendue : après le succès des départementales de mars dernier, les régionales devaient être un raz-de-marée pour la droite. Et ouvrir en grande pompe la voie vers l'alternance à la présidentielle. Un scénario qui menace de s'écrouler aujourd'hui, alors que la campagne a basculé dans l'inconnu.

Difficile de déceler un « effet terrorisme » dans les premiers sondages publiés après les attentats. Vendredi, une étude Harris Interactive pour 20 minutes plaçait pour la première fois le PS devant la droite au premier tour au niveau national (26% contre 25%), mais battu d'une courte tête par le FN (27%). Mais un autre sondage TNS Sofres publié mardi par Le Figaro donne LR et ses alliés centristes largement devant les socialistes (27% contre 22%), avec un FN à 29%. En revanche, dans les régions où le FN est favori, il creuse l'écart aux dépens de la droite. Marine Le Pen gagne 3,5 points d'intentions de vote au premier tour en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, où elle affronte Xavier Bertrand. Sa nièce Marion Maréchal-Le Pen progresse de 3 points en Paca, tandis que son adversaire Christian Estrosi recule.

Parmi les cadres LR, on craint de voir le PS mieux résister que prévu, mais surtout de se faire voler la victoire par le FN. « Les attentats auront un impact », assure le député LR Thierry Mariani. « La situation bénéficie au PS parce qu'il est au pouvoir et au FN parce qu'il est dans l'opposition la plus radicale. » Et pour ce tenant de l'aile (très) droitière de LR, si la droite est prise entre deux feux, c'est parce qu'elle n'a pas défendu plus tôt des mesures prônées par le parti de Marine Le Pen et désormais reprises par François Hollande, comme la déchéance de nationalité : « Depuis longtemps, Les Républicains ont un problème de positionnement. Or, aujourd'hui, ceux qui ne défendent pas des positions tranchées sont pénalisés. »

Un risque « d'effet de ciseau » théorisé par Nicolas Sarkozy lui-même, dans des propos rapportés par le Canard enchaîné ce mercredi : « Nous sommes pris en sandwich entre un FN dopé par les attentats et une gauche remobilisée par l'union nationale et l'attitude guerrière de son chef. » Même, si officiellement, l'ex-chef de l'Etat ne veut pas céder à cette petite musique : « Quoi qu'il arrive, les journalistes disent que cela profite à Marine Le Pen. Je ne veux pas participer à cet emballement médiatique ! », s'agace-t-il ainsi dans Le Monde. Une proche du patron de

LR veut croire, elle, que « la question du FN va se tasser. Il y aura une remobilisation vers les partis plus légitimes. »

En attendant, la campagne a repris, tant bien que mal. Et le thème du terrorisme s'y est forcément invité, même s'il n'a pas grand chose à voir avec les compétences des régions. « J'ai axé mes dernières réunions sur la sécurité », reconnaît Hervé Morin, tête de liste en Normandie, qui constate « une demande de fermeté absolument colossale, mais aussi une très forte montée de l'islamophobie ».

« Bien sûr que ces événements ont tout bouleversé, mais notre devoir, c'est de repartir en campagne », affirme Geoffroy Didier, porte-parole de Valérie Pécresse, candidate en Ile-de-France. « Pour un politique, ce n'est pas le moment de désertir le terrain. » Une pique à peine voilée à l'adversaire socialiste Claude Bartolone, qui a suspendu sa campagne jusqu'à l'hommage national de vendredi. « On poursuit la campagne telle qu'on l'a menée jusqu'ici », abonde-t-on dans l'équipe de Laurent Wauquiez, tête de liste en Auvergne-Rhône-Alpes.

Certains veulent, malgré tout, rester optimistes. Geoffroy Didier veut croire qu'un conseil régional peut tout à fait répondre aux attentes sécuritaires. « Nous proposons de cofinancer des commissariats et des casernes de gendarmerie avec le budget de la région, et de créer un fonds d'urgence pour financer des portiques de sécurité », avance-t-il. « Les attentats peuvent créer un réflexe citoyen », tente pour sa part Marc Le Fur, qui conduit la liste en Bretagne. Son voisin normand Hervé Morin a, lui, « le sentiment que les choses ne sont pas figées ». « Il reste dix jours... », souffle-t-il. Dix jours que la droite vivra dans la crainte d'une lourde désillusion.



A Suivre...
La Presse en Revue